



le monde

libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 241 JEUDI 3 NOVEMBRE 3 F

hebdomadaire

Editorial

La «décolonisation» politique de l'Afrique, n'a pas apporté la paix et la tranquillité espérée, car en se retirant, les militaires imposés par les nations impérialistes ont laissé ou introduit leurs hommes d'affaires, leurs industriels, leurs fonctionnaires qui ont poursuivi sous une forme plus fructueuse, avec la complicité des cheffillons locaux, l'exploitation méthodique des richesses naturelles que recèlait le sous-sol. Il n'y a rien qui puisse étonner le lecteur, car il y a quelques années au moment de la grande vague de décolonisation, nous fûmes les seuls à déclarer que les populations n'avaient fait que changer de maîtres ce qui souleva la grande indignation de tous ces petits révolutionnaires de pacotilles qui avaient trouvé leur chemin de Damas, à Alger, à Cuba, à Pékin! Relire aujourd'hui toutes les conneries qu'ils ont pu alors nous raconter sur «des lendemains qui chanteraient» sur les pays «libérés» ne peut que nous conforter dans l'idée que toutes ces luttes de libération nationale qui firent couler tant de sang, conduisaient les hommes de la servitude coloniale à la servitude nationale si elles n'avaient pas comme résultat immédiat la libération économique du peuple!

La guerre qui se poursuit au Sahara occidental est de la même mouture. Dans ce pays, un des derniers «libérés» (sic) trois impérialismes se disputent les richesses minières du pays. L'Algérie fascisante sous son vocabulaire socialiste, le Maroc profondément réactionnaire, la Mauritanie féodale où la France a choisi de jouer sa carte économique et impérialiste, s'affrontent pour la possession des minerais. Et, à ces rapaces, on peut ajouter le Front Polisario qui prétend vouloir libérer son pays! Pays qui n'existe pas, dont les frontières furent tracées par le colonialisme. Ce front de libération est-il d'une autre veine que les directions nationales en place? Allons donc! Il s'agit de clients de l'Algérie qui espèrent bien arracher des miettes de pouvoir grâce aux troubles qui règnent dans la région.

Le gouvernement français paie, en ce moment, la facture de son intervention à côté des forces mauritaniennes. Nous disons son intervention, car à qui fera-t-on croire qu'à notre époque travailler dans un pays en guerre pour établir une infrastructure économique et logistique n'est pas un acte de guerre? La guerre en Afrique n'est plus seulement une cavalcade dans le désert, la guerre ce sont les communications, le développement de l'économie qui permettent d'avoir les moyens de la gagner. En aidant au développement de l'économie en Mauritanie dans cette période, le gouvernement a pris position. Qu'espérait-il? Que l'adversaire lui fasse des cadeaux?

Les hommes qui sont partis en Mauritanie pour travailler ne pouvaient pas ignorer la situation où ils se mettaient. Certains sont aujourd'hui prisonniers, c'est regrettable et nous pensons, nous les anarchistes, que tous les hommes devraient pouvoir travailler où ils se trouvent sans subir aucune contrainte. Mais on pourrait leur poser la question. Qu'allaient-ils faire en cette galère? Gagner de l'argent! En servant une bureaucratie d'Etat contestée par une autre bureaucratie qui aspire simplement à la remplacer pour s'octroyer les avantages que comporte l'autorité. Ils auraient bien dû y songer plus tôt. Et ceux qui aujourd'hui servent en Mauritanie l'impérialisme français et la classe dirigeante en formation feraient bien d'y penser également!

Naturellement une telle situation a provoqué dans les sphères gouvernementales un bruit de guerre. Les boute-feux sont parait-il allés jusqu'à envisager une intervention des parachutistes. De quoi rajeunir Bigeard et ses coupe-jarrets! Soyons sérieux! Les travailleurs français n'ont rien à voir avec la lutte qui se livre dans les sables entre les impérialistes. La place des révolutionnaires en général, et des anarchistes en particulier, n'est ni dans un camp ni dans l'autre. Ce que les peuples de cette région veulent, c'est la paix et la justice sociale. Mais celles-ci ne peuvent être que l'œuvre des hommes de ces contrées artificiellement divisées en nations. Et ils ne le pourront que lorsqu'ils auront chassé de l'Afrique non seulement le nouveau colonialisme économique, mais encore tous ces politiciens formés dans les écoles des pays occidentaux qui ont pris la relève des nations européennes et qui vivent grassement sur le pays.

Aller au Sahara Occidental... peut-être, mais pour aider les populations spoliées par des maîtres successifs, à comprendre que la science de leurs malheurs passe par les structures autoritaires que leur imposent les administrations étatiques et leurs complices, les nations industrialisées qui les pillent.

l'information à la botte de l'état



INFORMER, DEFORMER, REPRIMER

A l'occasion de l'affaire Schleyer et du détournement d'avion de la Lufthansa, les professionnels de l'information, Giquel d'Antenne 2, Meyer, correspondant de France-Inter en Allemagne, l'équipe d'Europe 1, entre autres, ont pu exercer à loisir leur triste talent que certains d'entre eux défendent par de grands principes tels que l'impartialité, l'indépendance, la liberté dans l'information.

Nous avons les oreilles rebattues de grands discours sur leur rôle, alors qu'en fait, l'utilisation des média se résume à une manipulation des foules par les pouvoirs.

L'occasion était bonne, encore une fois, pour assimiler anarchisme à destruction, nihilisme, chantage, terrorisme et à tous les maux que secrète la société capitaliste.

Ce n'est pas par ignorance que la «mythique Bande à Baader» était qualifiée d'anarchiste. L'anarchisme a suffisamment de références historiques, idéologiques et pratiques pour ne pas être assimilé à l'analyse et la pratique des commandos de la Fraction Armée Rouge dont il est difficile d'isoler l'action de la politique des Etats et des grandes puissances. Ce genre de «journalistes» n'est pas gêné par le fait d'affirmer que les groupes de la R.A.F. se réfèrent à Marx. Ils devraient savoir que l'anarchisme n'a rien à revendiquer de Marx.

Nous ne les croyons donc pas ignorants. Cette assimilation n'est pas le fait du hasard, comme ne l'est pas le fait que la grande presse ait passé sous silence la sortie du **Monde Libertaire Hebdomadaire** et qu'elle tait volontairement l'action sociale des anarchistes.

Ces faiseurs de mythes évitent cependant de développer les accidents et les maladies professionnels entraînant la mort par le manque de sécurité dans les entreprises, évitent de parler des difficultés rencontrées par la suite par ceux qui sont concernés par ces morts.

Il ne faudrait pas émuvoier l'opinion publique par ces violences, de peur de déranger le profit des Schleyer et autres!

La servilité des journalistes vis à vis du pouvoir, de leur

gamelles, déclenche la chasse aux sorcières. En Allemagne, les groupes anarchistes et révolutionnaires en général ne peuvent plus s'exprimer. En France, les mesures prises dernièrement au sujet des fichiers (cf. article de R. Bosdeveix dans le M.L. N° 238), la psychose de l'agression entretenue par les médias et la volonté des Etats de réprimer internationalement, ne se limiteront pas au terrorisme, mais à toute forme d'expression qui contestera la société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les mass-média serviles, partiales, dépendantes, sont le plus formidable support de cette répression, une mécanique au service des Etats.

Nelly et Léo
Groupe Malatesta

POP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

GROUPES

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUCON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.D.R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLI ET VILAINE : RENNES
 INDRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
 LOT ET GARONNE : FUMEL
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
 RHONE : LYON
 SAVOIE : ANNECY
 SEINE MARITIME : LE HAVRE
 ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HAUTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE SUD-LUXEMBOURG

De l'Aisne, Sisteron, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteaudun, Chartres, Châteauroux, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Blois, Coutances, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine et Marne, Nord de la Haute-Vienne.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2, 5, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - VANVES-MALAKOFF-MONTROUGE
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY et LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

GAGNY - NEUILLY SUR MARNE - CHELLES

BANLIEUE OUEST

GROUPE DES YVELINES
 ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON, BOULOGNE - BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS-DE-SEINE
 - ASNIERES

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie libre)
 LIAISON DU LIVRE GROUPE BNP PARIS

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission Paritaire n° 55635
 S.N.I.S.C.
 93100 Montreuil
 Dépôt légal : 44, 149 premier trimestre 77
 Diffusion : SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi-Routage

ACHETEZ
 «LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE»
 CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze jours est nécessaire avant la mise en route de cet abonnement. Les paiements effectués par chèque sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		Etranger	
France	Sous pli fermé		
3 mois	35 F	55 F	40 F
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F
24 mois	200 F	375 F	250 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Ricabonnement

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

Le Cercle d'Etudes Sociales organise le dimanche 6 novembre 77 de 14 à 20 h au Havre, grande salle Franklin :

SIX HEURES SUR L'AUTOGESTION

- Débats sur l'autogestion, la répression, le pacifisme, les prisons...

- Films sur l'Espagne libertaire et la reconstruction de la C.N.T.

- Exposition sur l'Espagne 36-39 et ses réalisations autogestionnaires.

Chansons et musique avec : Serge UTGE-ROYO - Michel HENRY - Michel GENTIS, guitare folk

Il est prévu une crèche ainsi qu'un buffet-buvette.

Entrée : 10 francs

Diverses organisations tiendront à cette occasion un stand de presse et participeront aux débats : le Comité d'Action des Prisonniers, l'Union Pacifiste, la Libre Pensée, la Fédération Anarchiste. On attend également la participation de la Ligue des Droits de l'Homme, du Planning familial, de la C.N.T. (syndicats espagnols).

Cours au local du groupe Louise Michel 10, rue Robert Planquette (rue Lepic) - Paris 18^e, chaque jeudi à partir de 20h30.

jeudi 3 novembre PROUDHON par Bernard Le Hyaric

Jeudi 17 novembre LE FEDERALISME : COOPERATIVES OUVRIERES, MUTUELLISME. par Hervé Guezennec

jeudi 24 novembre BAKOUNINE par Carmen Sanchez

La liaison des postiers de la Fédération Anarchiste édite GESTION DIRECTE En vente à Publico

La liaison des Cheminots de la Fédération Anarchiste édite VOIE LIBRE

Le numéro 2 est disponible à Publico : 0,50 F

UN SERVICE REGULIER ET RAPIDE L'ABONNEMENT

NOTE DU COMITE DE LECTURE

Le pont consécutif à la fête de la Toussaint, nous a obligé à boucler ce numéro du Monde Libertaire Hebdomadaire le vendredi 27 octobre. Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser si une éventuelle actualité brûlante survenue durant le dernier week-end n'était pas traitée dans ce numéro. D'autre part, le relevé des souscriptions au ML n'apparaîtra que dans les pages du prochain numéro.

PACIFISTES PENALISES

De deux choses l'une: ou bien Thérèse COLLET, Marie-Hélène SORIN, Michèle BERARD, Pierre PASQUIER, Louis PASQUIER, sont des individus dangereux, capables, par leurs paroles, écrits et tracts, de saper le moral de l'armée Française... et alors la justice de notre pays se devait de les mettre sous les verrous. Ou bien, ils sont inoffensifs...et la même justice se devait de les acquitter.

Or, le 27 octobre, en début d'après-midi, tombait des lèvres fatigués d'un juge blasé, le verdict de la 11ème chambre correctionnelle de Nanterre: Inculpés d'injure envers l'Armée et d'incitation des soldats à la désobéissance, les prévenus étaient reconnus coupables et condamnés: Thérèse COLLET (UPF) à 2000F d'amende; Michèle BERARD (UPF) à 1000F et les trois autres non-violents à 500F chacun.

Puisque les inculpés se voient infliger une amende, parce que reconnus coupables, c'est qu'ils sont jugés «dangereux». Distribuer des tracts antimilitaristes en Vendée et en Ardèche, être rédactrice d'un mensuel qui émit ces tracts, constituent pour la loi française des actes criminels: ils sont pénalisés.

Bien sûr, les cinq condamnés n'ont pas, eux, verser de sang humain puisque leur but, jugé subversif, est justement de crier aux hommes de ne plus s'entretenir. C'est pourquoi, sans doute, la justice de France ne les a pas emprisonnés... en attendant de les suicider par derrière! Mais quel prix devraient-ils payer, s'ils venaient à récidiver?

Marie-Madeleine HERMET

COMMUNIQUE DES ADMINISTRATEURS

Après les attaques des médias contre l'anarchisme, c'est la vitrine de notre librairie à Paris qui a été détruite.

On se garde d'affronter nos idées, on nous attaque sur le terrain économique, on veut nous isoler de la population.

Ces méthodes de crapuleuses dignes de nagillons ne porteront pas atteinte à notre détermination. Nous appelons à la solidarité, à la vigilance, nos camarades, nos sympathisants pour ne pas laisser étouffer notre combat dans le moment difficile de la mise en place de notre hebdomadaire.

Les Administrateurs

COMMUNIQUE DE LUTTE OUVRIERE

Au nom de la lutte contre le terrorisme, les autorités françaises maintiennent en prison sans jugement depuis plusieurs semaines, Klaus Croissant, l'avocat allemand du groupe Baader, et envisagent son extradition. Croissant n'a pourtant commis aucun délit au regard de la loi française et n'est accusé que de délit d'opinion en Allemagne.

Faire passer pour délit de droit commun susceptible d'entraîner l'extradition la seule similitude d'opinion réelle ou supposée, et demain, pourquoi pas, inventée de toutes pièces, c'est la porte ouverte à tous les arbitraires. Au nom de cette logique, le gouvernement français pourrait livrer aux pires dictatures tous leurs oppositionnels qui se trouvent sur le sol français: les oppositionnels chiliens à Pinochet, les oppositionnels tchèques aux Russes, à Husak ou à Brejnev.

Si la politique et les méthodes du groupe Baader que défend Klaus Croissant, sont absolument étrangères au mouvement ouvrier et nuisible à ses intérêts, Lutte Ouvrière estime qu'il ne peut pas être question pour les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier d'accepter ni l'extradition de Klaus Croissant, ni l'arbitraire dont elle procède.

Le 25 octobre 1977 Lutte Ouvrière

Election de mai 1978

Demain... l'Etat européen ?

DROITE ET GAUCHE
MAIN DANS LA MAIN

Mars 78. Les alliances et les querelles entre politiciens font couler beaucoup d'encre sur les élections législatives. Elles permettent aussi de passer sous silence l'élection de mai 78, élection pour laquelle R.P.R. et P.C.F. marchent main dans la main, pour laquelle Marchais combat au côté de Guéna et Debré au côté de Kanapa : l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen.

Indépendance nationale! Le grand mot est lâché. Cela fait chaud au cœur du petit français lorsqu'il voit se cotoyer sur les murs les «Achetez français» de Carrefour, les «Fabriquons Français» du P.C.F., les «Stations bien de chez nous» de Total et les «Oui à la France qui gagne» du R.P.R.

Il y aura bientôt un demi-siècle, Debré (le même qui affirme aujourd'hui que se lancer dans l'aventure de la supranationalité... c'est compromettre l'avenir de l'Europe... c'est renier une certaine idée de la France) écrivait : «L'idée d'une nation indépendante n'est plus concevable... Nos descendants associeront sans doute la notion de souveraineté (nationale) à une phase encore à demi-sauvage de la vie des nations»(1). Comment ne pas s'associer à cette dernière idée lorsqu'on connaît l'interdépendance économique que nous vivons, ne serait-ce qu'au niveau énergétique ? On aura beau multiplier l'armement atomique et organiser une défense «sous azimuts», d'ores et déjà la Nation Française indépendante et souveraine n'existe plus et c'est tant mieux! Bien plus, nous devons, nous révolutionnaires, liquider les derniers recoins de socialisme national (ou si vous préférez de national-socialisme) et préparer l'avènement du seul socialisme digne de ce nom : un socialisme internationaliste et libertaire.

Ce n'est pas parce que les politiciens de droite comme les Jobert, C.E.R.E.S. et P.C.F. en sont restés aux traités de Westphalie en 1648 (qui affirmaient la nation étape ultime de l'organisation des sociétés) que nous devons les suivre. Laissons les théoriciens du XVII^e parlementer et bâtissons le XXI^e siècle.

PARLEMENT EUROPEEN
PARLEMENT
REVOLUTIONNAIRE ?

Mais l'opposition des réactionnaires de tous poils au projet européen doit-elle impliquer une participation favorable aux élections de mai ? Une telle démarche serait simpliste. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui nous élisons un gouvernement que l'on peut gérer notre vie, qu'on en est moins exploités. Ce n'est pas parce que demain existera un parlement européen élu au suffrage universel direct qu'on sera chez nous en Europe.

Les partisans les plus évolués du parlement européen en espèrent la création des Etats-Unis d'Europe. Et alors ? Voici plus d'un demi-siècle que les libertaires ont affirmé que «ni aux Etats-Unis d'Amérique, ni en Suisse on ne trouve le mutualisme organisé»(2). A cette phrase faudra-t-il ajouter «Ni aux Etats-Unis d'Europe» ?

Probablement pas car lorsqu'on examine ne serait-ce que superficiellement les débats qui secouent l'élaboration de ce parlement, nous nous apercevons qu'il est d'ores et déjà châté et sans contenu. Ce parlement ne pourra en aucun cas relativiser le pouvoir des Etats-Nation. Le rapport Tindemans de 1976 est clair sur ce sujet : «Dans la commission, la volonté de chacun des membres doit pouvoir s'exprimer! Ce n'est pas en tant qu'union, en tant que fédération européenne qu'agira ce parlement, mais bien en tant qu'union des Etats, des gouvernements d'Europe.

Dans ces conditions, à quoi peut bien servir une telle institution ? Dans le meilleur des cas à rien! Il nous faudra toujours nous battre contre «notre» gouvernement, quel qu'il soit, pour arracher le droit de survie, le parlement européen n'interviendra pas. Mais d'un autre côté, il peut très bien se transformer en cette «association monstre» que dénonce Proudhon : «Le capitalisme... (et le) communisme autoritaire (invoqueront d'abord) un nationalisme négatif prétexte pour esquiver la révolution économique... (ensuite), pour consolider le monopole... ceux-ci ne manqueront pas d'organiser une association monstre... où se trouveront associés dans une vaste solidarité anonyme les capitaux de tous les pays»(2).

Le parlement européen ne sera-t-il pas la coordination à la répression internationale que l'on voit naître avec les accords anti-terroristes par exemple ? Comment des libertaires pourraient-ils se laisser prendre à un piège aussi grossier : croire que les gouvernements peuvent organiser la fédération des peuples, organiser la Révolution Sociale. «Il implique contradiction que le gouvernement puisse être jamais révolutionnaire et cela par la raison toute simple qu'il est gouvernement... La Révolution par en-haut... c'est inévitablement... la révolution par le bon plaisir du prince, par l'arbitraire d'un ministre... c'est la révolution par la dictature et le despotisme... Les gouvernements sont... établis pour discipliner le monde, et vous voulez qu'ils se détruisent eux-mêmes, qu'ils créent la liberté, qu'ils fassent des révolutions»(3)!

FACE AU FEDERALISME
POLITIQUE :
LE FEDERALISME SOCIAL

Certes, dans la société libertaire, il faudra une institution internationale pour informer

et coordonner les fédérations, pour regrouper et redistribuer les différentes statistiques. Il nous faudra une institution internationale comme nous possédons pour notre organisation, la C.R.I.F.A.(4). Mais cet organe doit servir la fédération des peuples, non des gouvernements. Elle est indispensable à la reconnaissance de l'autonomie des régions, des ethnies et des cultures et, en même temps, à leur union, à leur fédération, c'est à dire à la suppression des frontières.

Or, pour qu'une telle institution puisse exister, il faut que précisément le fédéralisme soit à la base le principe organisationnel, sans quoi nous nous retrouvons une fois encore face à un organe inter-étatique et non fédéraliste. La C.R.I.F.A. n'aurait pas de raison d'être si nous, anarchistes, n'étions réunis en fédérations.

Contrairement au fédéralisme politique, le fédéralisme social part de la base. Le fédéralisme libertaire reconnaît des milliers de nations françaises comme des milliers de nations allemandes ou chinoises qui sont tous les corps collectifs composant ce que l'on appelle vulgairement la France, l'Allemagne, la Chine. «Il faut (... réduire) le soi-disant principe de la nationalité, principe ambigu, plein d'hypocrisie et de pièges, principe d'Etat historique, ambitieux, au principe bien plus grand, bien plus simple, et le seul légitime, de sa liberté : chacun, individu ou corps collectifs, étant ou devant être libre, a le droit d'être lui-même et personne n'a celui de lui imposer son costume, ses coutumes, sa langue, ses opinions et ses lois ; chacun doit être absolument libre chez soi. Voici à quoi se réduit dans sa sincérité le droit national»(5).

Seule la Révolution Sociale est capable de mettre en place une telle organisation. Soyons en conscients, il nous faut violer la constitution anti-fédéraliste de la France (indivisibilité de la République - Constitution Art. 2). Cette violation ne se fera pas avec l'accord des capitalistes. Nous ne pouvons espérer leur suicide, il nous faudra les détruire !

Voilà la démarche à adopter, voilà le seul principe fédératif digne de ce nom. Le parlement européen ne peut être un pas vers un socialisme libertaire car sa base est l'union des Etats. Or «en prenant la liberté pour base, on arrive nécessairement à l'union ; mais de l'union on arrive difficilement, sinon jamais, à la liberté»(6).

Groupe libertaire
Fresnes-Antony

(1) cité par L'Europe en formation, Août-septembre 1977.

(2) Proudhon Principe fédératif

(3) Proudhon Confessions d'un Révolutionnaire

(4) Commission de Relation de L'Internationale des Fédérations Anarchistes.

(5) Bakouine Programme de la Fraction cité par D. Guérin Ni Dieu Ni Maître

(6) Bakouine Catéchisme Révolutionnaire Ibidem.

L'affaire Libération

Une «occupation» inadmissible

Dimanche 23 octobre, 10 h. L'équipe de Libération est interrompue dans son travail par une visite de flics lui annonçant l'éventuelle occupation de la rue de Lorraine par quelques dizaines d'autonomes. La nouvelle est prise à la légère; pourtant vers 15 heures, cent cinquante personnes environ investissent les locaux de Libération, des coups sont échangés. «L'assemblée parisienne des groupes autonomes» occupe. Ceux-ci sont en effet mécontents des prises de position de Libération relatives à l'affaire Baader, la condamnation de la lutte armée en RFA et les interviews de Cohn-Bendit dénonçant les actions de la Fraction Armée Rouge.

En conséquence, et considérant que Libération est leur journal, ils demandent donc les seize pages du quotidien pour pouvoir s'y exprimer librement. Libération refuse et leur propose alors une page de tribune libre. Les autonomes n'acceptent pas. C'est l'impasse qui se terminera lundi matin par le départ progressif des occupants de la rue de Lorraine.

Cette action appelle de notre part quelques réflexions que les «autonomes», se référant soi-disant au courant antiautoritaire, devraient bien méditer.

Depuis la création de Libération, l'équipe rédactrice a toujours pensé que le nouveau quotidien devait être avant tout un journal de lecteurs. Nos autonomes se sont donc aperçus, avec un peu de retard, qu'il n'en était rien, que Libération était un journal comme un autre diffusant l'information comme n'importe quel autre quotidien le faisait, c'est à dire avec des critères politiques, sociaux ou philosophiques.

Il serait temps en effet de ne plus croire aux sirènes démagogiques de certains, qui pensent qu'il est possible de faire un journal ramasse-tout. Et Libération dont le public va de la gauche du PS jusqu'aux marginaux en passant par les punks, est bien le reflet de toutes ces contradictions.

Les autonomes se sont estimés trahis par Libération, «Serge July (directeur de publication) impose ses idées dans le journal». Mais entre Serge July et les autonomes qui demandent seize pages complètes en prenant le risque de compromettre gravement l'existence même de Libération, où se trouve la différence? En quoi, chez les uns comme chez les autres, le pluralisme de l'expression, «roi chez Libé», est-il respecté ? En fait, les deux ont compris que pour faire un journal cohérent, il ne fallait pas jouer à l'attrape-tout. C'est ce que fait Libération depuis toujours, c'est ce que les autonomes ont appris et après tout, ceux-là n'avaient qu'à méditer un peu plus sur ce que pouvait être un journal quotidien demandant une certaine

rigueur dans toute sa rédaction.

Mais cette première réflexion n'est que le constat du peu de cohérence politique dont font preuve les autonomes. Elle en appelle une seconde, bien plus grave, qui remet en cause le droit d'opinion de la presse dans la vie publique.

Libération a le droit, comme n'importe quel autre journal, de dire ce qu'il veut sur l'affaire Baader. La libre expression a toujours été un des nerfs de bataille du mouvement anarchiste. Dans cette affaire, il ne s'agit pas d'informations tronquées ou déformées, il s'agit tout simplement du droit de position que peut prendre n'importe quel individu. Les autonomes, en occupant Libération, ont tout simplement refusé le droit à l'expression. Et ces mêmes gens qui crient aux méchants staliniens pas du tout démocrates, se sont conduits de la même manière que pouvait le faire un stalinien comme un nazi.

Nous nous souvenons des imprimeries libertaires occupées puis fermées par la Tcheka en 1921 en Russie, des locaux de Solidaridad Obrera investis par les fascistes en Espagne, de República au Portugal et de bien d'autres journaux encore. Ce que nous n'acceptons pas de personnes dont le but est de sauvegarder le capitalisme et l'état, nous ne saurions le tolérer de la part de soi-disants révolutionnaires dont le combat pourrait se rapprocher du nôtre.

Les militants de la Fédération Anarchiste n'ont jamais refusé à la parole et quand ils avaient quelque chose à dire à la presse qui taisait une information, ils ne sont pas allés occuper un journal en sachant pertinemment que celui-ci ne ferait pas intervenir les flics. C'est directement aux radios, à l'information d'Etat, en investissant les salles de rédaction qu'il faut aller, camarades «autonomes», vous qui n'avez peur de rien. Et c'est ce que nous avons fait lors de l'emprisonnement des cinquante militants de la CNT à Madrid l'année dernière.

L'occupation de Libération est un acte indéfendable sur tous les points de vue, il représente une grave atteinte aux droits de la presse. Nous le qualifions de lamentable d'autant plus que certains groupes d'obédience libertaire ont eu l'imprudence de s'y fourvoyer.

Le droit à l'existence d'un journal d'opinion est suffisamment difficile en ces temps où les patrons de l'édition font tout pour écraser un quelconque presse libre. Si les autonomes veulent rejoindre le combat des Hersant et compagnie, qu'ils y aillent mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour les soutenir.

Pierre BIGORGNE

en bref...en bref...

Lors du procès de Patrick Bourdin, Jean-Pierre Chardon et Robert Chazel, le 21 octobre à Millau (cf. M.L. N°239), ce sont des brebis qui sont venues témoigner !

La séance a été, à cette entrée inattendue, suspendue. Elle a repris à 14 h, le verdict sera donné le 18 novembre. Nous l'attendons !

Christian Von Steelandt, inouïs à son affectation, le S.E.C., depuis mars 75, a été condamné à 4 mois de prison avec sursis par le tribunal de St-Nazaire.

INSOUMISSION

Patrick Destruhaut, inouïs depuis deux ans, a décidé de constituer un dossier sur l'utilisation de la psychiatrie en France à des fins militaires et répressives.

Pierre Chaumette dont la demande de statut a été refusée par deux fois, s'est rendu le 11 octobre au 38^e R.I. de Laval, son lieu d'incorporation. Il a refusé de porter l'uniforme et a entamé une grève de la faim.

Pour manifester leur soutien aux 4 inculpés de Paluel, les militants de la Fédération Anarchiste de Rouen, ont organisé, le 26 octobre, une manifestation à laquelle aucune autre organisation d'extrême-gauche n'a répondu.

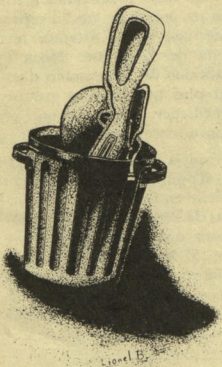
Les manifestants avaient décidé d'apparaître de façon pacifiste et ont occupé pendant plus d'une heure les locaux d'E.D.F. de Rouen. Un petit débat s'est instauré avec les responsables E.D.F. de la ville, débat plutôt négatif par ailleurs.

Le procès des 4 inculpés a été repoussé au 22 février.

CREATION D'UN GROUPEMENT ANTIMILITARISTE DANS LA SOMME

A l'initiative des Chantiers Autogérés de Picardie, du Comité de Lutte des Objecteurs de Conscience, du groupe anarchiste d'Amiens, du groupe anarchiste d'Abbeville et des objecteurs en affectation et de nombreux individuels, un collectif s'est constitué dans la Somme en vue de lutter dans cette région contre toute forme de militarisation.

Pour contacter le G.A.M., écrire ou passer, 12 place Aristide Briand 80000 AMIENS



L'édification du canal Rhône-Rhin

Quand on nous mène en bateau

Le canal à grand gabarit du Rhône au Rhin, quelques uns des chiffres :

- Longueur : 229 km de Niffer (grand canal d'Alsace) à St-Symphorien (Saône).
- 148 communes touchées en Alsace, Franche-Comté et Bourgogne.
- Dénivellation sur le versant alsacien 106 m, sur le versant franc-comtois : 157 m.
- Largeur du plan d'eau : de 55 à 500 mètres.

- Volume des terrassements : 75,5 millions de m³, la moitié à caser dans le paysage. Volume de béton : 2,6 millions de m³. Des ouvrages sont à démolir et à reconstruire, 76 ponts routiers et 11 ponts ferroviaires.

- 15 barrages mobiles sur le Doubs, 24 écluses (7 côté alsacien, 17 côté franc-comtois).

COÛT : 5,7 milliards en 1975. Participation demandée par l'Etat aux régions : 20% par an pendant 8 ans soit environ 140 millions de francs par an pendant ces huit ans (pour comparaison, le budget 1976 région franche-comté est de 45 millions de francs). La durée des travaux devrait être de 10 années environ.

Les travaux entraîneraient fatalement la destruction définitive des milieux vivants. Suivants les estimations, il y aurait entre 4300 et 8000 hectares stérilisés. De plus, il est illusoire de vouloir implanter et maintenir une végétation aquatique ou rivulaire sur une berge soumise au battillage.

Dans ces conditions, la faune régresserait, se réduisant à quelques espèces. Le Doubs est une des dernières rivières à présenter un intérêt naturel et piscicole réel (32 espèces de poissons). Il y aurait 600 tonnes de poissons de moins par an. «Un rapport du Centre Technique G.R.E.F. dit que les rivières canalisées ne sont plus que des plans d'eau inertes (transformation de nombreux hectares de terres cultivables en marécages d'eau stagnante, où ni culture, ni pisciculture ni tourisme ne sont possibles) soumis à une recrudescence de la pollution et où l'autoépuration ne s'effectue plus que dans le rapport 1/3 par rapport à celle d'une rivière naturelle» APEDI, avril 76.



ASPECT ECOLOGIQUE

- Bouleversement du réseau hydrographique.

Une rivière n'est pas seulement une voie d'eau, c'est aussi la plaine alluviale, sa nappe d'eau souterraine, son peuplement d'animaux et de plantes aquatiques auxquels elle fournit l'oxygène. C'est une source de matières organiques, d'humidité atmosphérique et un facteur de régulation du climat. Hors, le canal absorberait différentes portions de cours d'eau, d'où appauvrissement du réseau hydrographique et de ses nappes alluviales, assèchement des vallées par suite de ponctions d'eau. Des terres humides biologiquement intéressantes seraient perdues.

Conséquence d'une telle entreprise sur le canal d'Alsace : les rendements pour l'agriculture ont diminué de l'ordre de 60% dans la plaine d'Alsace, ce qui nécessitera d'importants et coûteux travaux d'irrigation à la charge des agriculteurs. 10000 ha de terres transformés en steppes. De plus, le grand canal d'Alsace provoque des inondations permanentes de fond de vallée. Le canal stoppe l'érosion naturelle. L'enfouissement des alluvions est quasi-définitivement interrompu. Les alluvions s'entassent (voir le Pô en Italie), le niveau de l'eau s'élève, ce qui oblige à relever digues et berges. Les mêmes phénomènes se produiraient dans le Doubs dont le cours moyen a une action assez érosive.

- Conséquence sur la flore, la faune, les biotopes.

Les animaux sauvages ne peuvent plus traverser. En quelques années, 600 chevreuils se sont noyés dans le grand canal d'Alsace, or cette population animale doit migrer pour sa nourriture ou pour se reconstituer là où elle a été éliminée, pour éviter aussi la consanguinité et la dégénérescence. Les zones aménagées à la sauce bitume effraient les animaux et n'empêchent pas ce cloisonnement (passages sur autoroutes).

ASPECT ECONOMIQUE

- Pollution

Le Rhin ou l'égout de l'Europe. Il s'y déverse des hydrocarbures et huiles minérales, acides et cyanures industriels, plomb, mercure et cadmium, produits radioactifs rejetés par les centrales suisses. Cela se voit à peu près partout où sévissent l'industrie et la navigation à grand gabarit. Cela produirait un affaiblissement du pouvoir autoépuration des rivières dû au ralentissement du courant, à la profondeur du canal, à l'absence de végétation aquatique, au réchauffement et au repompage des eaux des écluses. Le professeur Linder dit : «on peut prévoir, dans les retenues, des crises de pollution et une variation de la pollution à l'intérieur de chaque bief, s'augmentant d'amont en aval».

- Risques de rupture

Une énorme masse d'eau mettrait en charge digues, barrages et écluses sous une dénivellation de 5 à 24m, danger permanent pour les 600000 habitants des vallées. Des exemples récents prouvent que le danger est toujours présent. En 1976, quatre semaines après l'inauguration, le canal latéral de l'Elbe près de Lunebourg s'ouvrait par une brèche de 20m de large).

- Destruction du patrimoine naturel et culturel

De nombreuses sources, résurgences, entrées de grottes et de réseaux souterrains seraient purement et simplement détruits ou rebouchés. Beaucoup de sites et plus de 300 gisements archéologiques perdus. A l'échelle humaine, disparition d'un cadre de vie par les petits villages et bourgs qui seraient noyés. «La violence et l'insécurité progressent dans les agglomérations qu'on ne cesse de gonfler. Dans la plaine, la nature et la beauté reculent devant le béton, le bitume, la laidure» (tract AFRPN)

ASPECT ECONOMIQUE

Le président de la compagnie nationale du Rhône, chargé des études, déclarait à Valence le 30 novembre 1968 : «Une infrastructure importante de moyens de transports constitue un axe. Cet axe, support de flux économique et industriel doit comporter des moyens de transport variés afin d'entraîner la concurrence dans le but d'obtenir des prix toujours les meilleurs».

La différence entre le prix du transport payé par le client et le coût réel pour la voie d'eau est payé par le contribuable. Impôts nationaux jusqu'à présent, auxquels s'ajoutent dorénavant des impôts régionaux spécifiques, voire communaux, à la charge des régions et communes traversées ou concernées.

Pour l'emploi, si le canal se faisait, seules des zones de stockage s'installeraient sur ses bords. Or, les entrepôts et les industries lourdes consomment beaucoup d'espace et n'offrent qu'une faible densité d'emplois, 7 à 10 par hectare contre 15 à 30 pour les moyennes entreprises et 30 à 45 pour les petites.

Quant au prestige de l'entreprise, encore aucun intérêt pour la collectivité. Plutôt que de mettre l'argent à l'eau, ne serait-il pas préférable de le placer dans des réalisations sociales pour lesquelles les caisses sont toujours vides.

Pour enrayer le chômage, seule une remise en cause totale de la société, une réorganisation du travail par la voie autogestionnaire réglerait

le problème. Sous la pression de groupes financiers et de certains élus locaux, le déblocage des premiers crédits s'est fait en 76 avant même le résultat de l'enquête d'utilité publique. Une première étude réalisée par la C.N.R. concluait à la non-rentabilité du canal. Cette étude est bien sûr restée confidentielle. Le professeur Linder, responsable d'une partie du dossier, n'a pas pu reconnaître son travail ni celui de son équipe. La consultation des populations a été presque nulle : sur 10 877 riverains, 776 sont favorables, 8869 opposés, 1232 font des réserves. Mais ces riverains ne représentent que 2,3% de la population concernée dont on ne tient pas compte.

CONCLUSION

La collectivité, une fois de plus, subit les inepties d'un système malade, pour le profit de quelques particuliers qui mènent leur baraque sur les grands canaux. Expulser, canaliser, dominer, tel est le rôle de tout Etat. Quel qu'il soit, dans sa nature même, il est pouvoir de quelques uns sur tous. C'est le symbole de la destruction ! Le détruire est l'unique étape pour le droit de vivre pour tous.

Groupe PROUDHON

Cet article est basé sur l'étude du Comité de liaison anti-canal qui a édité le livre blanc. Pour tout contact C.L.A.C., 92 rue des granges 25000 BESANCON.

Lutte sociale

Les bergers revendiquent

La profession de berger est sans doute le rêve secret de pas mal de jeunes, avides de grand air et amoureux de liberté et de belle nature. Ce souhait d'une vie intense, à l'écart de nos grandes cités inhumaines et bruyantes, ce désir de retour aux sources, nous le trouvons parfaitement compréhensible et nous avons tous, à un moment ou à un autre de notre existence, ressenti cette envie d'isolement et de plénitude que la montagne est censée nous apporter, une sensation de joyeux bien-être.

Ce que beaucoup de jeunes ignorent, la plupart du temps, ce sont toutes les difficultés qui les attendraient s'ils optaient pour ce métier attirant. Sans oublier les énormes responsabilités et les astreintes très particulières qu'entraîne ce mode de vie, il faut compter aussi avec les problèmes sociaux et l'absence d'une convention collective qui autorise bien des abus. C'est pourquoi des bergers ovins et bovins des Hautes-Alpes se sont réunis à Embrun pour faire le point sur leur situation, et proposer certains aménagements à leur profession, si précaire.

Constatant l'inégalité des salaires (très bas) d'un alpage à l'autre, ils ont réclamé «un statut type», précisant le sa-

laire minimum et les conditions de rémunération, les journées de congé hebdomadaires et mensuelles légales, afin de rendre la convention collective des salariés agricoles, applicable aux bergers en alpage. Pour faire cesser la pratique courante des embauches par adjudication, ils souhaitent la «mise en place d'un contrat d'embauchage, à l'usage des bergers et des propriétaires, précisant les obligations des deux parties». Quant à leurs conditions de travail, elles sont bien loin d'être idéales. Les cabanes sont, en majorité, dans un état vétuste. Les équipements nécessaires aux soins du troupeau font souvent défaut. En conséquence, les bergers réunis à Embrun ont pris la décision d'établir une liste des alpages où ces conditions de travail laissent à désirer, et empêchent un travail correct.

La création d'une «Association des bergers des Hautes-Alpes» facilitera l'information et l'organisation de la profession. C'est un pas en avant appréciable vers un statut qui protégera les bergers contre les propriétaires qui les exploitent parfois sans retenue. Il est ainsi démontré aux ignorants qu'au-delà du folklore, il y a les réalités sociales, moins souriantes, hélas.

Bernard LANZA

nevers

Conflit à l'usine Alfa-Laval

La direction de la société ALFA-LAVAL, avec la bénédiction du pouvoir, a obtenu l'accord de transférer son nouveau siège de Nevers à Cluses-Sous-Bois avec toutes les conséquences que cela implique pour Nevers et sa région.

La recentralisation s'opère en 1977 de Nevers-Guérigny à Cluses : coût de l'opération 5 milliards 500 millions dont 3 milliards amortissables en cinq ans et le reste en douze ans. Et qui paie la note? Ne serait-ce pas l'ensemble du personnel face à une direction qui compresse les salaires, allège les structures, réduit les effectifs de production, licencie les malades, ne reprend pas les jeunes rentrant du service militaire? Voyons les chiffres: 200 emplois supprimés depuis 1973, dont 115 depuis septembre 1975, auxquels viendront s'ajouter 80 emplois en cas de transfert des magasins.

Le plus beau est que la direction avait annoncé 1200 emplois en 1977 à Nevers: il en resterait 870 en 1978! En cas de difficultés avec le personnel, la direction envisagerait une fermeture temporaire ou des

réductions d'horaires: les méthodes patronales habituelles! Un milliard 500 millions de salaire non injectés dans l'économie nivernaise, des pertes sur les achats, plus de sous-traitance auprès des artisans régionaux (et moins d'emplois chez ceux-ci) telles seront les conséquences de cette affaire, envisagées superficiellement et en attendant la suite... Comme à son habitude, le cabinet du préfet ne s'est pas mouillé lorsqu'il a rencontré une délégation des syndicats CGT/CFDT.

Nous nous trouvons devant le problème habituel, et nous, travailleurs anarchistes de la région, préconisons la récupération de l'entreprise et la complète prise en charge de notre destin et de celui de notre lieu de travail par nous-mêmes après une grève expropriatrice.

Un comité général d'entreprise se réunira le Jeudi 27 octobre à l'usine, afin de réaffirmer l'opposition du personnel.

Alain NAGUERE
Groupe de Nevers

Congrès C.F.D.T. des postaux de Paris les 26 et 27 octobre

C'est avec certaines difficultés que l'équipe dirigeante a réussi à se reconduire dans ses fonctions. Contestée dans sa stratégie des grèves de 24 heures et dans ses pratiques bureaucratiques, elle fût contrainte d'accepter, sous la pression

d'une majorité de congressistes, un échange d'informations sur la récente exclusion de militants de Lyon-Gare (voir ML n° 240). La résolution finale ne fût adoptée qu'à 57,90% des mandats.

Correspondant C.F.D.T.

NATIONALISATIONS A L'ITALIENNE

La nationalisation ne met pas à l'abri de la faillite. L'exemple vient d'Italie, où les syndicats dénoncent aujourd'hui les méthodes de gestion du secteur nationalisé. Le dépôt de bilan d'une des principales sociétés alimentaires italiennes, UNIDAL, illustre en effet les difficultés croissantes de ce secteur. Contôlé à 58% par l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI), la plus importante des sociétés italiennes d'économie mixte, Unidal est née en Mai 1976 de la fusion de deux grands de la pâtisserie, Motta et Alemagna, firmes privées dont les pertes n'avaient cessé de croître ces dernières années. Pourtant le plan de sauvetage mis en place par l'IRI n'aura pas permis le redressement espéré. Si l'affaire Unidal est à ce titre exem-

plaire (la société emploie 7500 personnes et les pertes se montent à 23 milliards de lires), d'autres sociétés nationalisées italiennes connaissent de graves difficultés (l'Express).

Et oui mon petit georges, les nationalisations dont tu te fais le chantre zélé au travers de ton parti, ne garantissent pas obligatoirement le bonheur et la sécurité aux «masses laborieuses». Dis-nous que tu cherches à placer tes petits copains à la tête des secteurs clés de l'économie et on aura tout compris. Allez Georges à la revoyure, et si tu me vois triste et morose, penché sur «ma fraiseuse, viens dire bonjour, on se remontera le moral en parlant de Mitterrand.

Jean-Pierre
Anney

Les travailleurs immigrés en danger

DES pétitions (voir documents) qui circulent sur la Z.U.P. de Joué-les-Tours, accusent les immigrés d'être les auteurs de différents délits commis sur cette Z.U.P. Elles circulent même très bien puisque certains concierges des résidences se chargent de les faire connaître dans les immeubles à tous les locataires. Cependant, des études ont démontré qu'il n'y avait pas plus de délinquance chez les immigrés que chez les autres, cela est d'ailleurs reconnu par le pouvoir.

Ces pétitions proposent comme solutions : une répression plus accrue, l'expulsion de ces immigrés, la constitution de milices privées si les forces de l'ordre sont insuffisantes.

Il est à noter que ce n'est pas un fait isolé car d'autres pétitions du même style circulaient actuellement dans divers quartiers de Tours. Ces menaces envers les travailleurs immigrés sont à rapprocher des déclarations du Premier Ministre et des mesures récentes de Stoléro qui cherche à faire partir dans leur pays d'origine ces travailleurs en leur donnant un million de francs.

Il est clair que le gouvernement et tous ceux qui l'approuvent veulent rendre responsables les travailleurs immigrés de la crise actuelle du capitalisme, au besoin en développant le climat raciste qui se propage un peu partout en France. Pour faire face à cette campagne insidieuse menée par un groupe d'anonymes, honnêtes citoyens et commerçants, plusieurs organisations démocratiques, syndicales et politiques, se sont réunies afin d'engager une riposte immédiate et d'empêcher que la peste raciste n'aille davantage à Joué-les-Tours.

Déjà, un tract commun a été diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires dans les boîtes aux lettres des habitants de la ville.

«Alors qu'en France, les crimes racistes sont de plus en plus fréquents et souvent impunis, que les déclarations de Stoléro et de ses disciples essaient de faire porter la responsabilité du chômage sur les étrangers, que la perquisition de foyers d'immigrés devient courante, que les travailleurs immigrés se voient refuser le renouvellement de leur carte de travail... pour nous, la forte concentration de population sur la Z.U.P., l'interdiction ou l'absence totale de terrains de jeux, de loisirs, d'espaces libres, l'augmentation du chômage dont les jeunes sont les premières victimes, le blocage des salaires, la diminution du pouvoir d'achat, touchent encore plus fortement les plus défavorisés et notamment la majorité des habitants de la Z.U.P., dont les immigrés.

Pour nous le plan Barre et les restrictions qu'il impose aux travailleurs sont également responsables de cette situation. Nous mettons en garde la population de Joué-les-Tours contre cette campagne qui n'a pour but que la division des travailleurs et la constitution de milices privées qui deviendront un

danger pour tous les habitants.
CONTRE TOUTE REPRES-
SION, TOUTE CAMPAGNE
RACISTE, TOUTE EXPULSION
TRAVAILLEURS FRANCAIS
ET IMMIGRES : SOLIDA-
RITE. (extrait du tract).

Un communiqué de presse a été envoyé au journal local. D'autres actions unitaires sont

liste. Quant à la volonté de certains «braves gens» de constituer des milices d'auto-défense, il est plus que nécessaire de la dénoncer et de s'y opposer par tous les moyens. L'instauration d'un fascisme quotidien représente un réel danger pour tous les révolutionnaires, surtout dans la période actuelle.

Pétitions adressées aux autorités

Monsieur le préfet,

Monsieur Lory, maire de Joué-les-Tours, vous a déjà informé des événements fâcheux qui se produisent encore malheureusement chaque jour dans notre quartier.

- vols dans les magasins,
- vols sur les marchés,
- personnes âgées et enfants quotidiennement agressés.

Inutile de vous dire que nous pourrions énumérer d'autres faits plus odieux encore.

Sans être racistes, les habitants du quartier de la Z.U.P. et les commerçants sont obsédés de ces faits quotidiens et vous demandent pour leur droit à vivre tranquillement et honnêtement en citoyens français, à ce que soient expulsées de ce quartier les familles émigrées qui se livrent à de tels actes.

Nous espérons, Monsieur le préfet, que vous prendrez en considération notre demande ; sur un refus de votre part, nous adresserons notre demande directement à Monsieur le Ministre chargé de la sécurité.

Etant persuadés que vous ferez le nécessaire, veuillez agréer, Monsieur le préfet, nos très respectueuses salutations.

Des habitants et commerçants de la Z.U.P.
de Joué-les-Tours

Monsieur le Ministre,

Les soussignés de la présente lettre ont l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la protection à laquelle ont droit les citoyens honnêtes dans une démocratie.

Malgré les efforts faits ces derniers temps par vos services dont nous tenons à vous remercier, l'insécurité continue à régner dans notre quartier. Le renforcement du Poste de police de Joué-les-Tours est une mesure qui reste inefficace tant que le dit poste ne sera pas ouvert la nuit.

Nous avons pu constater que, dès la fermeture à 19 h 30, les aigrefins de tous poils qui infestent notre Z.U.P. et qui bénéficient de l'indulgence des magistrats tourangeaux se déchainent en toute impunité. Nos magasins et les caves des immeubles sont cambriolés, les enfants et les personnes âgées molestés, les voitures volées puis détériorées, les espaces verts saccagés et le repos nocturne des honnêtes gens troublé.

Les services de Police-Secours, basés au commissariat central de Tours, lorsqu'ils sont sollicités par nous la nuit, n'interviennent qu'après un délai fort long qui peut atteindre plusieurs heures et il est même arrivé qu'ils ne se déplacent pas.

Nous vous prions de bien vouloir intervenir pour qu'un détachement stationne la nuit au poste de police de Joué-les-Tours et que des rondes fréquentes soient effectuées dès que tombe la nuit afin que le calme règne à 22 heures. Si satisfaction ne pouvait nous être donnée rapidement, le souci de la sécurité de nos familles et de nos biens risquerait de pousser les citoyens à tenter de se protéger eux-mêmes par la constitution d'un groupe d'auto-défense.

Nous osons croire que notre appel sera entendu. En vous remerciant à l'avance, nous vous prions...

Les commerçants du centre commercial et les habitants
de la Z.U.P. de Joué-les-Tours

également envisagées. Les militants de la Fédération Anarchiste sont partie prenante de cette lutte antiraciste et réaffirment leur soutien aux travailleurs immigrés et leurs familles, premières victimes de la crise économique du système capita-

TRAVAILLEURS FRANCAIS
ET IMMIGRES, MEMES INTERETS, MEME COMBAT.
LES VRAIS RESPONSABLES
DE LA CRISE, CE SONT LES
PATRONS ET L'ETAT.

Correspondant Tours

RFA

Au nom de la démocratie ; Nous avons déjà dit ce que nous pensons, en tant qu'anarchistes du terrorisme de la RAF et de l'hystérie policière qui sévit en Allemagne fédérale et commence à déferler dans la France de l'Est. Mobilisation de toutes les polices ; contrôles minutieux et incessants, appel aux dénonciations, chasse à l'homme organisé et, comme il faut faire leur part aux plus bas sentiments de la foule imbecile, promesses de fortes primes, car le fric est le principal moteur des démocraties modernes. On ira jusqu'à se féliciter du concours des truands : n'y a-t-il pas toujours eu une certaine collusion entre police et truandaille ? Il n'est que trop certain que la population intoxiquée, manipulée, affolée assistera sans réagir, à la suppression des garanties « démocratiques », à l'interdiction de certains groupes ou partis, à la saisie de certains journaux. Déjà on s'en prend au mouvement anti-nucléaire où, paraît-il, travaillent des éléments extrémistes... donc terroristes. C'est au nom de la démocratie que se préparent de nouvelles lois scélérates et qu'on réclame le rétablissement de la peine de mort (il est vrai que les « suicides » dans les prisons remplacent avantageusement les exécutions capitales !)... Monsieur Barre lui-même a promis le concours sans réserve de la police française. Certains journalistes réputés apportent leur concours moral à cette nouvelle croisade ! Dans « Sud-Ouest » du 23 octobre nous pouvons lire sous la signature de M. Dupeyron ces lignes effarantes de bassesse et de sottise : « L'Allemagne qui fut, dans la nuit hitlérienne, la honte de l'humanité, en est aujourd'hui l'honneur (...). La force de la civilisation et de la liberté a vaincu la force au service du barbarisme et du crime ». Et dans son délire, il adjure les démocrates « d'avoir la farouche volonté d'organiser sur le plan politique une véritable communauté anti-terroriste. »

Ainsi, après l'Europe des patries, voici l'Europe des polices !

Dans le pays de Bade ; Comme il fallait s'y attendre, dès l'enlèvement de Schleyer nos camarades de la Fédération anarchiste de Bade (AFB) ont été inquiétés, perquisitionnés, sans résultats évidents. Ecoutez des conversations téléphoniques, surveillance et contrôle à Spire des lieux de rencontre des camarades et avalanche de dénonciations à la police ! On s'en prend plutôt aux individus qu'à l'AFB en tant qu'organisation.

Ce climat policier n'a pas empêché nos camarades de participer à la manifestation organisée pour protester contre l'implantation d'une centrale nucléaire, par le comité de citoyens de Philipsburg. La manifestation a réuni 2 000 personnes dans le petit village de Philipsburg, et s'est déroulée sans incidents : à noter que la population du village n'a pas pris part, dressée par la propagande officielle contre les « anti-nucléaires ».

Contre les interdictions professionnelles

A la suite de nouvelles interdictions en Basse-Saxe, une conférence internationale pour la défense des droits de l'homme et la liberté d'expression en RFA doit se tenir les 12 et 13 novembre à Oldenburg. Cette initiative est ap-

puyée par « les comités de citoyens » d'Aurich, Emden, Leer, Oldenburg. Cette conférence à laquelle participeront une centaine de délégués étrangers, sera précédée d'une démonstration dans les rues d'Oldenburg.

Le collège d'Oldenburg a été le théâtre d'incidents ridicules qui illustrent le zèle imbecile de la police. Le 6 septembre, dans quelques salles de classe, furent disposés des tracts publiant la biographie de Schleyer et son passé national-socialiste. La direction de l'école alerta la police criminelle qui se livra à diverses perquisitions, fouilla le sac d'un écolier, soumit cet écolier à un interrogatoire, perquisitionna à son domicile. Tout ceci sans résultats. La presse s'empara de l'affaire et se distingua par des informations tendancieuses. Nouvelles perquisitions aux domiciles de 4 élèves avec saisie de 3 machines à écrire... et d'un plan de la ville de Dusseldorf ! Tout ce branle-bas policier au sujet d'un tract qui ne relatait que des faits exacts.

AUTRICHE

La propagande anti-nucléaire tient une large place dans la revue « Arena », d'inspiration libertaire, qui paraît à Vienne : dans son numéro de septembre, suite au compte rendu de Malville, on trouve deux études intéressantes sur la CNT et sur l'IRA et une protestation contre les mesures d'isolement absolu appliquées dans les prisons d'Allemagne fédérale.

A Graz, un groupe de camarades édite une revue « Befreiung » : elle a publiée des textes — toujours d'actualité — comme la « peste religieuse » de J. Most et le « bien-être pour tous » de Kropotkine, mais aussi des études sur l'autogestion, l'anarcho-syndicalisme espagnol et le mouvement anarchiste italien. Cependant il n'existe pas en Autriche de coordination effective entre les divers groupes se réclamant de l'idéologie libertaire.

SUISSE

Après une assez longue interruption, le groupe James Guillaume, de Zurich, a fait paraître le numéro 10 des « Libertaire Blatter » : à signaler une excellente étude : « Société et Autorité » ainsi qu'un article consacré à J. Mackay, à l'occasion de la réédition — tant attendue — de ses œuvres maîtresses par l'association J. Mackay (Fribourg).

Le numéro 9 de la revue « Akratie » (Bâle) consacre un article au renouveau de l'anarcho-syndicalisme espagnol, continue sa propagande pour la défense des prisonniers politiques à Cuba et

publie une étude sur Stirner et quelques textes de Nietzsche tirés de « l'Aurore » (Morgenrote).

ESPAGNE

Dans la banlieue de Barcelone la grève à Eurostil continue depuis plusieurs semaines. Le personnel pour la plupart féminin s'inspirant de l'exemple de LIP, suite à la faillite gestionnaire du directeur de l'entreprise pratique la vente directe des produits fabriqués (linge-vêtements) et mènent une campagne autogestionnaire fortement appuyée par les camarades de la CNT. L'épuisement des stocks posera bientôt de graves problèmes pour le personnel. A noter que l'Etat reste absolu indifférent à la grève d'Eurostil et que le personnel surveille jour et nuit son usine suite à des tentatives de la part du patronat pour récupérer du matériel.

La grève des pompistes

Dans la ville de Barcelone et dans la province un comité de grève gère depuis quelques jours la grève des pompistes. Dans une proportion de 90 %, les travailleurs en grève appartiennent à la CNT.

Comme il est de coutume dans la Confédération nationale du Travail, lorsque des cahiers de revendications sont présentés au patronat et lorsque la grève se déclenche, un comité de grève est nommé pour l'assemblée générale des travailleurs qui assume la représentativité des grévistes prenant une autonomie pour la gestion de la grève.

Le conflit a pris fin mercredi 26 octobre, avec la signature d'une convention salariale valable jusqu'en juillet répondant aux revendications des travailleurs et une indemnisation de 45 000 pesetas par travailleur.

Pendant la grève tous les services d'urgence ont été assurés par les grévistes et personne n'a eu à se plaindre.

Aucun incident ne s'est produit. C'est un succès de la gestion directe des travailleurs et de leur capacité politique avec le soutien physique et moral de la CNT de la région catalane.

IRLANDE

Le renforcement policier de l'Etat d'Irlande du Sud se poursuit...

Par le terrorisme étatique :

Le 5 octobre, assassinat de Seamus Costello, président du Parti Socialiste Républicain (IRSP). L'IRSP est un parti marxiste né en

74 d'une scission de gauche dans le Sinn Fein « officiel » (branche politique de l'IRA « officielle ») (1). Il accorde un soutien critique à l'IRA « provisoire », veut lier lutte de classe et lutte de libération. En 75-76, ses militants ont été arrêtés (et torturés) par le gouvernement. Fin 76, il soutenait le comité de défense des Murray, sympathisants libertaires condamnés à mort après des aveux obtenus sous la torture.

L'IRA « officielle », qui avait cherché à tuer les militants IRSP en 74-75, ne avait tué Costello. Il semblerait que Costello ait été tué par les services secrets anglais ou irlandais ; ils avaient déjà cherché à le tuer. Sans doute par les Services Spéciaux Aéroportés anglais, unités terroristes stationnées en Ulster, qui ont déjà mené des attaques (rapt) contre l'IRSP en 74 et 76.

Par l'hystérie « anti-terroriste » (anti-IRA au lieu de anti-RAF) menée par la presse et la télévision :

Les journaux anglais sont tous contrôlés étroitement par les services secrets. Dans la presse anglaise comme irlandaise, tous les meurtres, les hold-up sont imputés à l'IRA ou aux révolutionnaires « républicains ». Le 9 octobre, l'IRA « provisoire » a exécuté une combattante loyaliste (protestante) de l'Association de Défense de l'ULSTER (UDA-organisation d'extrême droite responsable de la mort de nombreux catholiques, qui entretient des rapports ami-

caux avec le Front National anglais-Néo Nazi). Aussitôt, la presse anglaise a manipulé l'information, passant sous silence l'appartenance politique de la victime, insistant sur son âge (24), imaginant que l'IRA aurait cherché à tuer la fillette de 3 ans qui était avec elle. La presse française (sauf Libé) a reproduit ces déformations.

Les 2 IRA sont interdits à la télévision/radio depuis octobre 76. La radio/télévision irlandaise joue le même rôle que la presse anglaise, insistant sur la jeunesse des victimes, et passant sous silence les causes de la violence qui devient alors incompréhensible et condamnable.

Par l'organisation d'une propagande à l'étranger visant à criminaliser les « républicains » irlandais :

Le prix Nobel de la Paix 76 a été donné à M. Corrigan et B. Williams, deux dirigeants du Mouvement des Femmes pour la Paix (WPM). Le WPM a été créé en 76 par des femmes de la petite-bourgeoisie. Tout comme la presse anglaise, il cherche à imputer l'origine de la violence aux seuls « républicains irlandais », sans poser le problème de la présence des troupes anglaises en Irlande. Au lieu de demander le retrait des troupes anglaises, il soutient les « forces de sécurité ». Ses dirigeants rencontrent la reine d'Angleterre ; à une manifestation en 76 à Londres, en tête se trouvait notamment la femme de l'ambassadeur britannique à Dublin assassiné en juillet 76 par l'IRA « provisoire » parce qu'il était chargé de coordonner les activités des services secrets anglais en Irlande. Le WPM organisation « pacifiste de droite » ne mérite aucunement le prix Nobel : il est trop près des intérêts anglais en Irlande...

(1) En 70, l'IRA (et sa branche politique le Sinn Fein) a éclaté en 2 organisations : l'IRA dite « officielle », manipulée par le Parti communiste, qui mène une politique réformiste ; et l'IRA dite « provisoire » qui continue la lutte armée contre les anglais et les loyalistes du Nord.

Combat Libertaire International, revue du secrétariat aux Relations Internationales de la Fédération Anarchiste, est en vente à Publico.

AU SOMMAIRE DU N° 2,

- Le Mouvement Anarchiste Italien
- La Guerre Révolutionnaire par M. Joyeux
- La Première Internationale en Espagne par M. Nettleau

**POUR NOUS INFORMER
805-34-08**

Une œuvre revue et « corrigée »

L'imposture de Tallandier

ou ZEVACO VERSION MODERNE

Donner à l'enfant une chance de devenir un homme et démythifier son esprit de tout un enseignement laïque, obligatoire, sérieusement contrôlé et dirigé, voici quel devrait être le but de la littérature que les enfants sont aptes à lire. Je n'emploie pas à dessein le terme « littérature pour enfants », laissant aux Anne Gaillard de service le soin de faire des tables rondes sur cette soi-disant littérature « mise à la portée de l'enfant », comme si l'enfant était un être inférieur. Je parle de livres auxquels l'enfant puisse accéder, qui le passionnent, qui l'enrichissent.

Lorsque la question se pose pour moi, je me souviens de mon enfance et d'une merveilleuse série tirée de la bibliothèque du grand-père : *Les romans héroïques*, chez Tallandier, et, dans cette série, de Michel ZEVACO.

Michel ZEVACO ! Vous pouvez ouvrir en toute quiétude le Petit, Tout Petit Larousse, vous n'y trouverez pas le nom de cet énorme écrivain, né en 1860, professeur de lettres remercié très vite pour idées avancées, rédacteur du journal anarchiste *L'Égalité*. Un souffle épique, aussi, sinon plus puissant que celui de Hugo des *Misérables* et de Notre-Dame de Paris. Les pardaillans, La Tour de Nesle, Fausta, la papesse empoisonneuse, Buridan le philosophe, Borgia, tout un cortège de rois félons, de prêtres assassins, la Papauté traînée dans sa boue, l'Inquisition dans son sang, la Royauté dans ses vices (cette belle salope de Marguerite de Bourgogne), tout un cortège de nobles prêts, pour satisfaire leurs ambitions, à toutes les lâchetés, toutes les cruautés, toutes les trahisons, et face auxquels se lève le peuple opprimé où se sont réfugiés la grandeur, la fierté, la générosité.

Ah ! ce monde découvert aux yeux éblouis d'un enfant, ce peuple dressé face à l'oppression et à l'injustice, rossant la police et les soldats du Roi, Cour des Miracles contre Cour du Louvre, la noblesse n'étant pas du côté où la place l'histoire enseignée dans les écoles...

Et bien, ce Michel ZEVACO, cet anarchiste d'hier, se réédite aujourd'hui, et chez le même, chez Tallandier, en édition de poche.

Oui, mais voilà, que reste-t-il du ZEVACO de 1914 dans l'édition d'aujourd'hui ? Rien ! Un livre expurgé, démantelé, hâché, CENSURE, un scandale absolu, une agression contre l'œuvre d'un homme disparu. J'ai tourné dans tous les sens l'édition de poche pour voir si l'éditeur, en toute honnêteté, avertissait le lecteur que le livre était coupé de moitié, à défaut bien sûr de l'aviser que ces

coupures concernaient, par principe, tout ce qui faisait l'âme de l'œuvre de ZEVACO. Je n'ai rien trouvé de tel.

Il faudrait tout passer en revue, mais je ne crois pas que cela soit indispensable pour démontrer la malhonnêteté intellectuelle, pour ne pas dire la malhonnêteté tout court de l'éditeur Tallandier. J'ai pris, dans l'édition de poche, *La Reine Sanglante*. J'ai fait la comparaison avec l'édition de 1914, chez le même éditeur, série *Les romans Héroïques*. J'en tire deux exemples. L'un concernant la forme, l'autre le fond.

Premier exemple, édition 1914, page 88 : (Hans, roi d'Argot et Louis le Hutin sont face à face).

«Le roi martelait du poing le bras du fauteuil où il était assis. Sa fureur allait éclater. Il se leva comme pour jeter un ordre. A ce moment, le roi d'Argot se mit à genoux. Louis Hutin s'arrêta interdit. Hans se prosterna, son front toucha le plancher. Un silence de mort régnait dans la salle. Le roi, haletant, contemplait le truand prosterné à ses pieds, et cette attitude suppliante lui mettait une flamme d'orgueil au front. Son visage se détendait. Peut-être ce geste d'esclave de l'homme que nul n'avait jamais pu asservir sauva-t-il Paris d'un cataclysme.

- Tu as donc une prière à m'adresser ? dit Louis d'une voix radoucie.

Hans releva le front. ET SUR CE FRONT, IL Y AVAIT PEUT-ETRE A CE MOMENT UNE FLAMME D'ORGUEIL PLUS PURE QUE SUR CELUI DU ROI DE FRANCE :

- Sire, dit le roi d'Argot, il y a longtemps... »

Edition 1973 page 138 :

«Sa fureur allait éclater. Il se leva comme pour jeter un ordre. A ce moment le roi d'Argot se mit à genoux. Louis Hutin s'arrêta interdit. Hans se prosterna, son front toucha le plancher.

- Sire, dit le roi d'Argot, il y a longtemps... »

J'ai souligné moi-même le passage pour indiquer de quelle façon l'éditeur a fait d'un homme libre qui se sacrifie pour une cause (et il s'agit véritablement d'un sacrifice puisqu'il se poignarderait devant le roi, ayant fait le serment que la minute de sa première humiliation serait celle de sa mort), un truand qui s'humilie.

Et voici le deuxième exemple. Edition 1914, pages 383 et 384 :

«Valois s'était frotté les mains de voir le roi si bas ; puis il avait fait signer au pauvre monarque, à demi-mort

d'amour et de douleur, un bon de vingt mille livres parisis dont il lui avait remis le décompte ; puis il était passé chez le trésorier royal pour toucher la somme qu'il fit transporter au Temple à dos de mulet. Le trésorier, en effet, avait payé à vue ; mais en payant, il dit à Valois, avec ce sourire navré de tous les caissiers :

- Monseigneur, encore deux ou trois bons comme celui-ci, et je serai obligé de fermer mes coffres.

- Holà ! fit Valois alarmé, sommes-nous si bas ?

- Ah ! fit le trésorier avec un soupir, du temps du feu roi nous n'eussions pas été embarrassés pour si peu...

- Et qu'eut fait mon frère ? Voyons, instruisez-moi.

- Monseigneur, dit le trésorier, il eût d'abord essayé de prouver aux Parisiens qu'une livre tournois et une livre parisis sont même et unique monnaie ;

puis, pour punir les parisiens qui eussent sans doute regimbé, il les eût frappés d'un bon impôt, soit sur les ceintures de femmes, soit sur les capuches d'hommes ;

puis, comme les parisiens n'en eussent murmuré que de plus belle - tout en payant bien entendu - le bon roi Philippe, votre frère, eût fait rechercher les plus enragés des mutins et il eût alors trouvé

que, comme toujours, les bons parisiens n'eussent pas songé à murmurer si les damnés juifs ne les y eussent poussés, car

chacun sait, Dieu merci, que les juifs sont, un ferment de discorde parmi les chrétiens ;

alors, le digne sire eût fait saisir une bonne dizaine de ces juifs, choisis bien entendu parmi ceux qui avaient le plus d'intérêt à murmurer, c'est à dire les plus riches ; et il eût

fait pendre ou brûler ces mécréants dont les coffres se trouvant, dès lors, sans maîtres, eussent pris tout naturellement

le chemin du Louvre, non sans avoir été, au préalable, dûment aspergés d'eau bénite. Calculez, mon seigneur, vous qui calculez si bien, ce qu'eût rapporté cette triple opération : la monnaie ramenée à un juste taux, l'impôt, la pendaison des juifs mutins...

Mais malheureusement nous vivons sous un roi qui ne connaît rien à la bonne administration du royaume. Ah ! si nous avions un bon roi dans le genre de votre illustre frère !

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

- Bon ! fit Valois entre les dents, cela pourra venir plus tôt qu'on ne pense.

des Cars. Et cette littérature, unique au monde dans le désert culturel de l'enfant de 8 à 12 ou 14 ans, est devenue un produit de consommation soigneusement pasteurisé, à l'usage des petits citoyens fabriqués pour obéir et bien faire leur devoir dans les écoles de l'Etat.

J'ignore s'il existe encore des descendants de ZEVACO, et qui empoche les droits d'auteur, j'ignore si les descendants

ont dit oui à cette imposture et je m'en fout.

Mais j'accuse en mon nom propre, l'éditeur Tallandier de malhonnêteté caractérisée, de trahison mercantile à la mémoire d'un créateur, d'USURPATION DE NOM ET DE TITRE puisque les pâles pochades qu'il nous présente n'ont même pas la valeur d'un condensé de l'œuvre originale et ne sont autre chose qu'une forfaiture.

Louis SEGERAL

théâtre

PYGMALION

AU THEATRE DE PARIS

Enfin ! L'œuvre de G.B. Shaw est représentée à Paris d'une remarquable façon. Cette pièce, jouée sur toutes les scènes du monde, a souvent souffert de sa célébrité commerciale. Trop souvent, on a monté *Pygmalion* avec une désinvolture qui frisait parfois le massacre. Shaw ne l'ignorait pas, mais le chiffre des recettes atténuait les susceptibilités de l'auteur. Depuis sa création en 1912 ; l'aventure de la petite fleuriste n'a pas pris de rides. Les jeunes qui ne connaissent pas le théâtre de G.B. Shaw vont découvrir cette pochade de la soi-disant Belle Epoque, avec le même plaisir que leurs aînés.

A la sortie de Covent Garden, les spectateurs s'abritent de la pluie en attendant des taxis. Une petite boutiquière attire l'attention d'un savant passionné de phonétique. Avec un de ses amis, il s'engage à former et à transformer cette gamine de la rue en une Lady victorienne. Il y parviendra et au-delà. L'analyse de la société londonienne est finement et cruellement faite par l'ironique dramaturge, cette classe de grande bourgeoisie composée d'inutiles et de prétentieux ne pouvait survivre à l'évolution moderne. Les dandies, les retraités des Indes et les ladies de salon de thé nous semblent aussi anachronique que les péripéties de la guerre des deux roses. La distribution de cette comédie de Shaw est, à mes yeux, la meilleure que j'ai contemplée. Les personnages sont très bien campés et l'homogénéité de la troupe sera la cause du succès que va connaître cette reprise. Les décors sont bons, malheureusement l'idée de faire les changements sous les yeux du public n'apporte rien à la pièce. Le metteur en scène qui présente une pièce de Shaw, n'a pas à imiter le cinéma. Tandis que le rideau peut fonctionner, il faut s'en servir et il n'y a aucun déshonneur à suivre la tradition, surtout lorsque l'équipe est d'une telle qualité. Grégoire Aslan joue le phonéticien comme l'a prouvé l'auteur, sa désinvolture et son aisance nous changent de certaines compositions guindées et pontifiantes. Ici nous avons exactement le personnage de base dominant, avec justesse, le ton de l'ensemble. La marchande de fleurs, Evelynne Buyné, a tout l'abâtard indispensable pour la tenue de ce rôle difficile. Son talent, très sûr, mérite de sincères félicitations. Un large mérite doit être reconnu à Pierre Doris, sa composition du père est une caricature vivante échappée du «Punch». Raymond Gérôme complète cette heureuse phalange et toute sa mise en scène est réussie, sauf les changements. Mais restons dans cette comédie et n'en faisons pas un drame. Naturellement, la gouvernante c'est... Madeleine Barbulée, donc nous sommes assurés d'une composition de haute classe. Allez voir *Pygmalion* maintenant, on aura pas toujours la chance de tomber sur une aussi riche interprétation.

Francis AGRY

TERRORISME

L'affaire de la tentative de libération des membres de la «bande à Baader» (enlèvement du «patron des patrons» allemand et prise d'otages aérienne) aura eu du moins pour effet de réaliser non seulement l'union sacrée nationale en Allemagne fédérale mais encore celle de tous ceux qui préfèrent se mettre des œillères, qu'elles soient humanistes ou gauchistes, plutôt que de regarder la réalité en face.

Comme beaucoup de mes camarades anarchistes, j'estime que les moyens employés pour faire triompher une cause doivent préfigurer la fin et, en ce qui nous concerne, cela signifie que ces moyens s'accordent au respect d'autrui. Cette conception a toutefois des limites, qui sont celles de l'auto-défense.

Cela dit, le débat sur ce sujet ne peut être qu'empreint d'hypocrisie parce qu'il se trouve marqué par la pression de l'idéologie dominante qui traite du meurtre non pas comme d'un problème de relations entre les individus mais comme d'un problème juridique : à savoir que c'est la loi qui détermine qui a le droit de tuer et dans quelles circonstances (guerre, maintien de l'ordre, légitime défense). Le gouvernement allemand a démontré qu'il se plaçait dans cette logique en proposant de traiter les membres de la bande à Baader comme des «criminels de guerre». C'est s'enfermer dans les contradictions les plus insolubles (ce qui est le propre des régimes d'oppression et soit-disant libéraux) car il n'y a pas de criminels de guerre sans guerre



et c'est donc reconnaître, dans la logique bourgeoise, l'existence d'un «état de guerre» et par conséquent, la réalité de l'exploitation capitaliste.

Il y a une «logique du meurtre» comme il y a une logique du fonctionnement intellectuel et ce sont précisément ceux qui sortent de cette logique qui sont stigmatisés par la société bourgeoise comme «criminels de guerre», c'est à dire comme tuant en dehors des règles établies. La société n'est pas édifée sur une logique de la vie mais sur une logique de la mort ou, plus précisément, du meurtre. Le patron qui cause la mort d'ouvriers par négligence n'est pas considéré comme un «criminel de guerre» mais comme un combattant (combattant pour l'expansion nationale qui est à la fois une sorte de guerre entre industriels et la défense d'intérêts particuliers). Ne sont pas considérés comme criminels de guerre tous ceux qui, plus ou moins anonymement, amènent au suicide. Tous ces gens sont des soldats, des soldats de l'«ordre établi» et, en tant que tels, les meurtres dont ils sont à l'origine sont recouverts du voile de la légalité. Le suicide est un meurtre anonyme et collectif.

Ce qui détermine le caractère «particulièrement atroce» d'un meurtre ou d'une situation de danger, comme celle des otages, ce ne sont pas les circonstances elles-mêmes

mais la publicité qui est faite autour et cette publicité est dirigée par ceux qui ont intérêt à masquer leurs propres crimes et à mettre en valeur les actes de désespoir de ceux placés dans l'impossibilité de vivre.

La violence, ça n'est pas seulement le pain de plastic ou le pistolet automatique. C'est aussi et c'est surtout les conditions abrutissantes de vie et de travail, les cités concentrationnaires, la manipulation des individus en fonction d'une économie profitant à quelques uns, le racisme, les rapports de pouvoir instaurés entre les individus par l'idéologie dominante.

La violence, c'est l'ironie purulente des commentateurs de radio qui qualifient le «suicide» des membres de la bande à Baader de «dernier cri de haine». De quel côté se trouve la haine ? C'est assez clair.

La bande à Baader, brandie comme un épouvantail par tous ceux qui ferment les yeux sur le meurtre légalisé :

- Holger MEINS, mort en prison à la suite d'une grève de la faim.
- Ulrike MEINHOF, découverte pendue aux barreaux de sa prison.
- Andreas BAADER, Jan Carl RASPE, Gudrun ENSSLIN; «suicidés» dans leur cellule.

Qui dira leur souffrance à eux ?

Yves OBOEUF

Baader n'est pas Puig Antich L'Etat reste L'Etat

L'hystérie antiterroriste des mass-médias, de la grande, petite et moyenne bourgeoisie, des gouvernants et du plus grand nombre des prolétaires, s'explique aisément. D'une part, on ne change pas facilement ses idées préfabriquées, d'autre part on vous les entretient.

PUIG ANTICH et le M.I.L. : on se souvient des positions erronées qui furent dispersées : les sources d'informations émettaient des thèses puis les modifiaient.

Puig, d'anarchiste, devenait marxiste puis était, une fois mort, retransformé démagogiquement en anarchiste.

En Espagne : lutte armée - cette guerre de classes sous le dictat franquiste.

En Allemagne, la flambée révolutionnaire n'a pas connu la «douce» répression des soixante-huitards. Ce fut immédiat et démesuré. La violence policière allemande rappelle plus celle des dictatures sud-américaines et autres que la réaction dure dans les sociétés «libérales».

Au cas particulier des militants de la R.A.F., la violence subie, l'isolement plus l'interdit d'expression (groupe de presse à la Hersant) marginalise et produit ces regroupements terroristes affrontant les vestiges et l'amorce de l'Etat S.S.

N'ignorons pas l'égale qualité d'attentats atteignant Carrero Blanco ou le grand Quartier Général U.S. en Allemagne.

N'ignorons pas les fortes poussées démocrates et libertaires en Espagne et le magma totalitaire, bureau-technocratique d'Allemagne.

Les mêmes actions ne peuvent avoir les mêmes effets. Ici, elles font pression, là, elles appellent la perfection de la tutelle étatique.

Disons-le, l'Etat allemand, largement dirigé et influencé par les anciens et nouveaux national-socialistes a trouvé, par l'Europe, une nouvelle synthèse nationaliste dont l'Allemagne se fait capitale et modèle.

Nous revivons Weimar et l'écrasement des spartakistes, nous assistons dans nos banlieues européennes, au massacre de l'ultra-gauche. Les nouveaux philosophes du St Germain des Prés occidental s'ébaudissent sur les goulags marxistes, et, près de nous, les goulags universitaires ont laissé la place à un nouvel univers concentrationnaire dont les portes, aux frontières de l'Europe, appellent les «sans-travail» à la macabre inscription du «travail qui fait la liberté». Les Schleyer, P.D.G. formés à Auschwitz ont désormais droit aux funérailles nationales avec parfois la participation de leurs victimes passées.

Le bilan de l'affaire Schleyer :

D'abord, la démonstration explosive de la toute puissance étatique policière outre-Rhin : des millions d'individus interpellés et donc fichés (rappelons-nous déjà l'épisode de Kalkar), ensuite, ni l'Etat germanique ni, normalement, les terroristes de la R.A.F., ne reculent plus devant l'exécution capitale de leurs otages. D'autre part, démontrée dans les faits, un nouveau pas vient d'être franchi dans l'unité internationale des polices et de l'intoxication.

De même disparaît le sacro-saint concept de non-ingérence entre pays.

Enfin, il semble qu'une nouvelle structuration de la classe politique internationale se concrétise, dont les récents sommets et déplacements diplomatiques (Poniatowski en particulier) ne sont pas étrangers.

De toute façon, la balle est dans le camp des gouvernants. Il est à prévoir que va percer une vague de répression antirévolutionnaire et antisociale réglant par là même la crise économique occidentale.

Le test allemand prouve la mise au pas du grand nombre des travailleurs de ce pays. Il préfigure la réaction de certains groupements réprimés et marginalisés. Il augure d'une stratégie mondiale dont aucun bloc n'aura à renier son voisin, en matière de gouvernement.

L'espérance libertaire va s'exhacerber. Déjà, à Barcelone, à Bruxelles ou à Paris, des locaux ou librairies anarchistes sont saccagées ; à Athènes, à Paris ou en Bulgarie, des militants sont assassinés.

Devant ces provocations, l'isolement qui suivrait des campagnes hystériques de dénigrement, la colère et la révolte qui ne peuvent être que les nôtres, il convient d'envisager dès maintenant les lendemains de fête. Comme aux matins noirs du syndicalisme, les anarchistes doivent veiller à se fondre dans les couches laborieuses, humanitaires et pacifistes, engager ainsi, mieux armés et moins vulnérables, un stade différent dans leur combat contre l'Etat mondial.

J. GOCHOT